

Arrêt sur images

Il n'y a pas de démocratie sans presse libre et active. Mais ce principe fondamental ne saurait interdire tout examen, bien au contraire. Frappés par bien des récriminations sur les problèmes que les médias auraient posés aux victimes d'attentat et à leur famille, nous avons voulu en savoir davantage. Nous avons lancé une première enquête auprès de personnes touchées par le détournement de l'Airbus d'Air France (24-26 décembre 1994) ou par l'attentat de Saint-Michel (25 juillet 1995). Plutôt que de proposer une analyse théorique, nous avons préféré livrer ici des extraits de témoignages sous une forme directe (1). L'objectif est d'ouvrir le débat: pour que les pratiques, les droits et les devoirs des uns ne viennent pas aggraver encore les souffrances des autres.

Harcèlement

« Ils nous ont harcelés, sans répit. Ils nous ont envoyé des fleurs avec une lettre de chantage: "Nous savons que vous êtes sans cesse sollicités par la presse. Si vous pouviez nous donner un court rendez-vous, ce harcèlement cesserait immédiatement. Cela aurait aussi l'avantage de mettre fin à toute autre forme de sollicitation." »
 « Ils étaient une quinzaine devant la porte de mes beaux-parents. Comme ils avaient parlé à UN journaliste, les autres ont voulu la même chose: "Puisque vous avez déjà donné une interview, vous pouvez nous en donner une autre." »
 « Il y avait des journalistes sous nos fenêtres. Ça aurait été tellement bien de faire voir ces pauvres parents effondrés! »

Mitrailage, viol de l'intimité

« Je devais aller du car de police au poste médical. J'avais, soutenue par un policier. Devant moi, un photographe caché derrière son gros appareil. Il me mitraillait. Je le suppliais d'arrêter. Il ne voulait rien entendre. Tout en reculant, il continuait à me mitrailler. Pendant ce temps,



Pour que les pratiques, les droits et les devoirs des uns n'aggravent pas les souffrances des autres

d'autres me prenaient par derrière. C'est leur photo qui est parue dans *Paris Match*.» (2)
 « Je descends de l'ambulance et je vois une caméra sur moi. "Attendez, il faut que je me rhabille!" Tout le monde, mes collègues, etc. m'ont vuc dévêtu. Cela me révolte. »

Chantage

« Il voulait, dans la nuit, une photo de notre mère vivante. Nous ne le voulions pas. Il nous a menacés de publier une photo de notre mère sur un brancard. De toutes les façons, disait-il, il aurait ce qu'il voulait avoir, par n'importe quel moyen. Le lendemain, notre mère apparaissait. »

Chasse aux proches

« Nous avons mis à l'écart notre grand-mère, qui vit en province. Du fait de son âge et de son état de santé fragile – elle a quatre-vingts ans et porte un pacemaker –, nous nous étions arrangés avec mon oncle qui vit sur place pour mettre sa télévision en panne. Et c'est un journaliste de la presse locale qui est entré en rapport avec elle et lui a appris le décès de sa belle-fille par téléphone, en pleine nuit. »

Chasse dans les hôpitaux

« Un jour, l'infirmier m'a dit: "Il y a votre tante dans le cou-

loir." Non, je n'ai pas de famille en France. »

Fausse information en direct, refus de toute excuse

« Le pire, ce fut le 26 décembre, l'assaut. La nouvelle sur France 2 que mon mari avait été tué. (3) J'ai écrit par deux fois au président de la chaîne, lui demandant au moins quelques mots d'excuse pour avoir diffusé une information aussi grave. Il n'a toujours pas daigné répondre. »

(1) « Les victimes d'attentats et les médias », *Administration*, n° 171, avril-juin 1996. (2) Photo faisant apparaître la victime dénudée. (3) France 2 annonce en direct « la mort de 16 personnes, plus le commandant de bord, plus le copilote ».

PATRICK LAGADEC,
 CHERCHEUR A L'ECOLE
 POLYTECHNIQUE,
 ET FRANÇOISE RUDEZKI,
 PRESIDENTE
 DE SOS-ATTENTATS

